

hiérarchiques et RH. Mais il s'agirait, pour accompagner l'évolution automatique de la rémunération, de développer les aptitudes et expertises de l'agent, afin de lui confier régulièrement des postes plus complexes, d'une valeur d'organisation supérieure !

On verrait alors si les responsables des organisations du travail actuelles ont réellement pour motivation l'efficacité et la compétitivité globale du système (car une telle réforme ferait faire des économies substantielles de coût de gestion bureaucratique). Ou bien si leur motivation principale est de maintenir un système de domination, même au prix d'une moindre efficacité, et obligeant, pour « gagner en compétitivité », à accentuer toujours plus les instruments de cette domination.

Jean-René Delépine & Christian Mahieux

Luttes des classes et chemins de traverse

Alain Thévenet

IL Y A BIEN LONGTEMPS DE CELA, LORSQUE J'AI COMMENCÉ À « FAIRE l'anarchiste », la plupart de mes camarades étaient des travailleurs, voire, d'une façon plus explicite, des ouvriers. Ceux qui avaient mon âge, ou à peu près, étaient en centre d'apprentissage. Et moi, en train de passer le bac, on me considérait comme un « intellectuel ». J'exagère un peu, il y avait aussi des instituteurs, issus alors des « Écoles normales », dont quelques-uns exerçaient dans des cours complémentaires. Quelques paysans aussi, et des artisans. Très peu de professeurs du secondaire. Très peu aussi, voire pas du tout, en tous cas dans mon souvenir, d'ingénieurs ou autres cadres.

La plupart des travailleurs, ou en tous cas un grand nombre d'entre eux étaient syndiqués. Il existait ouvertement et sans équivoque une classe sociale : les prolétaires qui disposaient d'une force et d'une conviction certaines, opposés à une autre classe clairement identifiable et identifiée, celle des patrons, généralement connus. Les ouvriers, surtout lorsqu'ils étaient OSHQ (ouvriers spécialisés hautement qualifiés) étaient évidemment indispensables à la marche de l'usine et la grève était un moyen de pression majeur. Ils pouvaient aussi sans grand problème, en cas de désaccord, trouver

ailleurs un travail équivalent. Sur un autre plan, ils agissaient directement sur l'outil, et donc sur la matière. Il ne faut cependant pas idéaliser : ces travaux, souvent durs, avaient des conséquences : sur un plan physique, l'ouvrier souffre, son corps est abîmé, il meurt plus tôt que l'ingénieur.

Une culture de classe, donc : une histoire commune, faite de luttes, d'échecs souvent, parfois aussi de victoires, mais en tous cas de moments au cours desquels on se sentait forts et solidaires. Culture de classe et conscience de classe : l'ouvrier qualifié était solidaire du manoeuvre dans la même entreprise. Au sein de celle-ci, le racisme était généralement absent, bien que la même personne qui avait dans la journée défendu un collègue d'origine étrangère pouvait, dans la rue, sortir les pires absurdités à propos des Espagnols ou des Italiens, immigrés d'alors.

Aujourd'hui, les travailleurs sont d'abord des « salariés » parmi lesquels les ouvriers proprement dit sont une catégorie spécifique, les employés à des tâches répétitives, bureaucratiques de gestion ou de logistique, en sont une autre, ainsi que les fonctionnaires divers, enseignants par exemple. Sont aussi salariés les travailleurs sociaux. Quoi de commun entre ces différentes catégories de salariés ? Certes, « objectivement », ils sont tous soumis à la même domination, celle de l'argent et de ceux qui le possèdent. Mais dans la réalité vécue, ceux qui sont « en haut » (et ce n'est pas seulement une question de salaire) se sentent privilégiés et participent au maintien de ce système, mais toujours menacés d'en être exclus. Les autres en sont victimes envieuses et cherchent à « faire semblant » d'en être. Naguère, l'ouvrier avait le sentiment de participer à une « œuvre », même si les bénéfices lui en échappaient. Le postier pouvait se percevoir comme une sorte de « messenger », alors qu'aujourd'hui la majeure partie de son temps est consacré à trier et distribuer de la pub. Et puis il y a les exclus, chômeurs, intérimaires, etc.

Les paysans ? Jadis, les fermes jalonnaient nos campagnes. Quelques animaux, quelques cultures diversifiées. De quoi vivre, modestement certes, mais de l'œuvre de ses mains dans un contact souvent difficile, voire parfois conflictuel, avec la nature. Pourquoi aujourd'hui un grand nombre d'entre eux se suicident-ils ? Ce n'est pas seulement à cause des difficultés de trésorerie, qu'ils ont toujours rencontrées, mais aussi à cause de l'absence de reconnaissance dont ils souffrent, alors que se développe l'industrie agroalimentaire

et que les aides sont distribuées généreusement aux grands céréaliers. Ils ressentent ainsi le mépris dont ils sont l'objet, considérés comme des fossiles d'un temps révolu.

Les travailleurs sociaux, dont le travail pourrait sembler le plus gratifiant, passent une grande partie de leur temps à « rédiger », rédiger des rapports, des « projets personnalisés » aux dépens du temps passé avec ceux qu'on désigne comme les usagers, aux dépens surtout de l'imprévu et de toute leur créativité. Paul Fustier mettait cependant en évidence les « pratiques de couloirs¹ » qui permettent de façon privilégiée de véritables rencontres. Certains, au cours d'un débat organisé à la CNT à Lyon avec les professionnels de l'urgence sociale faisaient état de leur « honte » devant le rôle qu'ils étaient amenés à jouer, rôle de contrôleurs moralisateurs, qui cachait en vérité leur fonction d'exclusion des « non méritants » ; ils se sentaient complices des exigences budgétaires, aux dépens d'humains.

De même les enseignants sont constamment appelés à se justifier, non de la réalité de leur travail, mais du respect du budget. Et lorsqu'ils s'insurgent parce que certains de leurs élèves dorment dans la rue, on leur rétorque que ce n'est pas leur affaire. De même les soignants dans les hôpitaux voient une grande partie du peu de temps dont ils disposent consacré à rédiger des rapports prouvant qu'ils respectent les consignes et, surtout, les exigences budgétaires. En outre, les uns et les autres sont soumis à des concentrations, des regroupements qui rendent impossible la solidarité et le plaisir de travailler ensemble ; restent la résignation ou la dépression.

Il y a aussi les intérim, véritables marchés d'esclaves : je te prends lorsque j'ai besoin de toi, si tu as bien su te faire valoir et t'es montré suffisamment docile. Se syndiquer ? Hors de question, ce ne pourrait être qu'auprès de boîtes d'intérim, dont les employés sont en général de fidèles féaux des patrons. Éviter aussi de faire des remarques quant aux conditions de travail, voire quant à la sécurité. « Vous allez nous faire perdre des clients ! ».

Dans les rues de nos villes, le soir venu, nous heurtons parfois un tas, qui se révèle être une personne qui tente de survivre et qui le jour erre au hasard sans but et sans avenir, chassée de ce qui fut son « lieu » par la guerre ou la misère. Seule l'hypocrisie peut feindre de distinguer les réfugiés « politiques », qui ont une chance (minime) d'obtenir une carte de séjour, des réfugiés économiques dont le destin est d'être « reconduits » (quelle gentillesse !) à la frontière.

1. P. Fustier, *Le travail d'équipe en institution*, Dunod, Paris, 2015.

Au-delà des différences de statuts et de salaires, tous ceux-ci, auxquels il faut évidemment joindre les chômeurs, sont soumis à la même pression, à la même aliénation, même s'ils ne le perçoivent pas forcément. Concrètement, ils sont enserrés, emprisonnés, dans la même bureaucratie, centre de ce que David Graeber nomme « violence structurelle ».

En face, la classe des exploités et les dominants sont des anonymes. Vous avez déjà, vous, rencontré un grand banquier ou un « grand » politique, ailleurs qu'à la télé ? Ce sont des images inaccessibles, des mythes.

Dans le langage d'aujourd'hui, c'est l'argent qui travaille, alors que les humains sont utilisés pour faire fructifier cet argent, au profit d'entités que sont les banques. D'autres entités, les États, ont des dettes envers elles, comme beaucoup d'entre nous, d'ailleurs ; dettes qui nous soumettent à la peur d'une misère accrue.

Il faut que tout cela fonctionne mécaniquement, d'ailleurs ce qui est produit, utile ou trop souvent inutile, est fabriqué par des machines ou, ailleurs, par plus exploités que nous. Mais il faut que ça tourne, nous sommes surveillés dans notre emploi du temps, employé en grande partie à faire des rapports d'activité et à surveiller notre budget. Finis les temps libres ou nous pouvions nous retrouver, rire ensemble et parfois nous révolter et ébaucher des luttes. Pourtant les sociologues affirment que la sacro-sainte productivité est meilleure lorsque les gens se sentent bien entre eux. Finalement, ce n'est pas là l'objectif, il faut d'abord nous transformer en machines obéissantes et incapables de réflexion et de remise en cause. C'est comme ça, une loi naturelle en somme, à laquelle seuls les fous ou les terroristes peuvent s'opposer.

En résumé : la souffrance physique n'a certes pas disparu et ce sont les plus pauvres qui en sont victimes : bâtiment, logistique surtout « confiés » à des intérimaires, forcément plus malléables, ou alors aux travailleurs sous-payés des pays « émergents » (ou pas émergés du tout.) Mais pour ceux-ci, et pour tous, s'ajoute une souffrance morale : dureté bureaucratique du management, suppression de classes dans l'enseignement, regroupements de services dans les hôpitaux, les services sociaux et, d'une manière générale, dans tous les services publics, directives incompréhensibles qu'on est obligé de suivre sans les comprendre. En résultent les dépressions, le désintérêt pour un travail sur lequel on n'a aucune prise.

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Il y a évidemment l'évolution du capitalisme débarrassé de l'alibi humanitaire des économistes libéraux du XVIII^e siècle. Lié d'ailleurs à l'idée de progrès : plus il y a de richesses, plus les pauvres en bénéficieront par ricochets. Une conception en contradiction, déjà, avec celle de Godwin : plus il y a de richesses, plus elles peuvent être partagées en même temps que les travaux sans intérêt intrinsèque, et plus il y aura de temps libres qui pourront être consacrés à la discussion, à l'invention de nouvelles relations sociales, à la culture, et même à la paresse, dont on a trop souvent nié l'intérêt créatif.

Le progrès, jadis, auquel les anarchistes, parmi d'autres, se fiaient, était envisagé comme le préalable et la condition d'une amélioration du sort et de la vie de chacun et de tous. Aujourd'hui, il est lié à la compétitivité, à la concurrence, auxquelles on nous enjoint de nous plier si nous voulons être considérés comme de « bons citoyens » (il n'est pas sûr que nous le voulions). Parce que attention ! La compétitivité, c'est aussi entre nous qu'elle se joue. Nous ne pouvons donc que regarder avec méfiance notre voisin ; le plus efficace pour cela est encore de refuser simplement de le voir, tel qu'il est dans sa réalité, mais de le figer dans le rôle de rival.

POURTANT, IL Y A EU 68 !

Justement, peut-être... Cependant, et j'en étais, que d'espoirs alors soulevés ! Le pouvoir semblait vaciller, De Gaulle prêt à faire intervenir l'armée, des barricades un peu partout auxquelles les étudiants n'étaient pas toujours seuls à participer, des usines et des universités occupées. Bref, la Révolution ?

Pas tout à fait et peut-être pas totalement celle que nous attendions.

Les acquis les plus incontestablement positifs, sur le temps long, furent l'évolution, voire le changement radical, majoritairement, dans tout ce qui concerne, au sens large, les mœurs : resurgissement d'un féminisme actif et combatif, homosexualité sortie de l'ombre et de la honte, etc. Tous progrès d'ailleurs acquis par les classes moyennes, mais qui se sont peu à peu répandus dans la société entière, avec cependant des retours en arrière, comme on a pu le voir ces dernières années. C'était, et ça demeure, des luttes dont on ne peut nier l'importance.

Mais sur le plan du monde du travail, ça ne s'est pas terminé si triomphalement. Le patronat, tout en gémissant comme toujours qu'on l'égorgeait, a fini par négocier avec les syndicats. De ce fait, ceux-ci ont acquis une respectabilité et un pouvoir de participation au système en place. Les permanents syndicaux participent sur un pied de (presque) égalité aux comités d'entreprise, où se prennent des décisions qu'ils communiquent parfois aux travailleurs, lorsque les représentants du patronat ne le leur déconseillent pas, et partagent de bons restaurants avec les patrons, ou les DRH.

Bien sûr il y eut des tentatives de poursuivre le mouvement ; on se souvient encore de la vidéo montrant le désespoir des ouvrières des usines Wonder, des luttes des Lip et de la tentative d'autogestion qui a suivi. Mais dans l'ensemble, tout est rentré « dans l'ordre », et peu à peu, les syndicats ont été amenés à avaliser, ou à être complices des manœuvres de contournement de ce qui avait pu être considéré comme des acquis. Manœuvres de contournement qui préparaient les attaques frontales récentes. Il n'est plus question de s'intéresser au sens de son travail, ou de l'y trouver, mais simplement à sa gestion qui ne met pas en péril l'ensemble du système et le rôle des syndicats devient de faire en sorte que les travailleurs en reçoivent quelques miettes pas trop ridicules. Bien sûr, il y aura des licenciements ; on ne peut pas faire autrement si on veut rester compétitif, les patrons en sont bien désolés. Les syndicats négocieront pour obtenir des primes suffisamment conséquentes pour que le malheureux puisse, par exemple, acheter une maison à la campagne pour profiter de celle-ci. Il s'endettera et se retrouvera dans une situation pire qu'avant. Ce n'est pas la faute des banquiers si les pauvres sont incapables de gérer les miettes qu'on leur concède, mais c'est la faute des Arabes qui ont envahi les banlieues dans lesquelles on se trouvait tranquille entre bons français.

Bon, je m'égare un peu. Toujours est-il que dans ce système le pouvoir politique de l'État et le pouvoir économique du patronat et derrière lui, des banques, sont plus que jamais étroitement liés. L'État et plus spécifiquement la république « représentative » a définitivement perdu toute crédibilité quant à une prétendue fonction d'arbitre impartial.

Les grèves du printemps 2016 l'ont bien montré, malgré l'opposition de certains syndicats et la participation plus ou moins active des autres, désireux de ne pas « se couper » de la masse des manifestants mais revendiquant essentiellement une participation accrue

aux concertations. Quoi qu'il en soit, ce sont les conditions du travail qui étaient en question, ce qui n'est pas négligeable, mais non le sens de ce travail. Du moins de la part des « dirigeants ». Car dans la rue, c'était un peu différent et s'exprimaient ouvertement le désir d'autre chose et le rejet du pouvoir, non seulement de celui en place, mais de tout pouvoir, économique comme politique. En témoigne le succès du slogan « Tout le monde déteste la police ».

Mais contrairement à ce qui a pu se passer lors du mouvement des retraites en 2010, il y eut peu de participation des « jeunes de banlieue² » (participation qui avait eu l'avantage de susciter, par exemple, une discussion passionnée, mais non agressive, entre un militant CGT et un jeune qui venait de dérober des baskets dans un magasin). Rien de semblable cette fois-ci. De même l'initiative importante des « Nuits Debout » a parfois été monopolisée, soit par des militants politiques, soit par des jeunes gens au langage châtié et d'une assurance qui laissait deviner un avenir politique plein de promesses, alors que des groupes de jeunes ou moins jeunes occupaient aussi la place qui n'étaient ni conviés ni informés.

David Graeber, dans son travail *Pour une anthropologie anarchiste*³ exprime l'espoir qu'un « groupe d'adolescents anarchistes qui ont rapidement commencé à assiéger les sommets de l'élite mondiale » soit un début de mouvement susceptible d'ébranler le pouvoir en place. Mais pendant le même printemps, un camarade américain des IWW, sans dénigrer le mouvement Occupy Wall Street, expliquait dans un débat à la CNT lyonnaise, qu'il regroupait principalement des jeunes, à l'origine de classe moyenne, endettés pour pouvoir faire des études et, sans travail, incapables de rembourser leurs dettes. Même si les études supérieures sont en France théoriquement gratuites, je pense qu'on peut facilement retrouver des cas de figure analogues.

LA LUTTE DE CLASSES ?

Si on se réfère à la conception marxiste, également partagée par la plupart des anarchistes, elle existe toujours. Il y a en effet opposition frontale entre les intérêts de ceux qui dominent économiquement et politiquement et ceux qui sont dominés. D'ailleurs le Medef la revendique quand Denis Kessler affirme que ce sont les patrons qui la mènent⁴. Déjà Élisée Reclus : *À l'Internationale des opprimés répond une Internationale des oppresseurs. Des syndicats s'organisent de par le*

2. Ce terme est évidemment une caricature. Il y avait bien cette année de jeunes lycéens venus de la banlieue, mais ils ne s'en sont que peu pris aux vitrines, laissant cela à des jeunes plus proches idéologiquement des anarchistes.

3. D. Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, Lux, Montréal, 2006.

4. *L'Express*, 24 février 2000.

*monde pour tout accaparer, produits et bénéfiques, pour enrégimenter tous les hommes en une immense armée de salariés.*⁵

Mais tout s'est un peu embrouillé. Qu'en est-il, par exemple du prolétariat ? S'agit-il de ceux d'entre nous qui « bénéficient » ou ont bénéficié d'un emploi stable qui, à défaut d'un intérêt intrinsèque souvent absent de leur travail, ou réduit progressivement lorsqu'il existait, vivent dans la rancœur de ne pas voir leur obéissance récompensée, ou de ceux qui errent ou ont erré entre des boulots d'intérim, le chômage ou des « aides sociales » qu'on peut obtenir en remplissant beaucoup de papiers et en s'humiliant ?

D'un autre côté, qui sont maintenant les « bourgeois », ennemis d'antan ?

Sociologiquement j'en suis un, puisque j'occupais une fonction de « cadre ». Même si je « n'encadrais » personne, je votais dans ce collège lors des élections professionnelles. Une retraite qui pourrait être « confortable », même si elle sert en grande partie à aider des proches moins favorisés. Je ne suis pas le seul dans cette situation qui doit être celle d'un grand nombre de lecteurs de *Réfractations*.

Mais les DRH, ou les ingénieurs haut placés qui identifient leur intérêt à celui du patronat sont aussi des bourgeois, ainsi que certains des divers chefs de service.

Pour compliquer, il y a aussi d'authentiques prolétaires qui imputent leurs désarrois aux émigrés y compris ceux de la quatrième génération et non au système et acceptent donc la réalité et l'inexorabilité de l'exploitation.

Bien sûr, on peut toujours se référer au marxisme par exemple et dire que la réalité, c'est qu'il y a exploités et exploités. C'est une réalité conceptuelle. Mais la réalité vécue des uns et des autres ne s'y identifie pas forcément, et même assez rarement. Il y a des « choix » qui s'opèrent parce qu'interfèrent de nombreux éléments parasites à la conception « objective ». Par exemple, notre passé, les rencontres que nous avons pu faire, ce qu'elles nous ont apporté ou ôté. D'où découlent des conceptions différentes du sens de notre vie, du besoin ou de la crainte des autres, de l'imprévu et de la nouveauté, ce qui nous amène à des prises de conscience diverses, soit de désir de « progresser » et d'être reconnus par les puissants, soit de proximité avec les plus exploités, soit de toutes les positions intermédiaires ou contradictoires possibles

5. É. Reclus, *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique*, Stock, Paris, 1979, p. 204.

QUEL PROGRÈS ?

L'idée du progrès aussi doit être reconsidérée. Une amélioration matérielle des conditions de chacun d'entre nous, voire de tous ? Est-elle liée à l'accumulation de biens concrets ou de richesse abstraites (l'or est le seul métal avec lequel on ne peut rien fabriquer, avec les billets, on pourrait faire des feux de joie, mais là, j'anticipe...)

Nous y avons cru cependant, au progrès ! Des progrès techniques dont le fruit, réparti entre tous, amènerait à tous bien être, santé, loisirs ; un monde meilleur, dans lequel nous nous aimerions. Pas besoin même de tuer les exploités, ils disparaîtraient d'eux-mêmes, convaincus ou résignés. Et voilà où nous en sommes ! Certes la durée de la vie a augmenté, sa qualité aussi : progrès de la médecine, etc. Sauf qu'il s'agit là d'une moyenne statistique et que si en Occident essentiellement, on vit beaucoup plus longtemps, ce n'est pas le cas ailleurs.

Nous ignorions que ce progrès, c'était aussi la multiplication d'innovations inutiles que tout nous poussait à acquérir, des objets ménagers ou autres conçus pour durer trois ans et qu'il faut renouveler, fabriqués le plus souvent par des travailleurs lointains, évidemment sous-payés. Et aussi les lacs et les forêts d'Amazonie détruits, pour y chercher de l'or ou du pétrole, leurs habitants indemnisés par des sommes ridicules, vite dépensées pour acheter les dernières nouveautés de la technique, et dont le destin est de finir dans les bidonvilles. Une Afrique dévastée, ses cultures traditionnelles remplacées par des cultures intensives et rentables... pour les consortiums industriels et les banques d'Occident ou de Chine. Tout ceci avec le soutien de gouvernements fantoches amenés au pouvoir par les mêmes consortiums.

Nous avons oublié que nous n'étions pas seuls au monde. Anarchistes, nous avons baigné dans cet Occident dont nous sommes issus. Pourtant Reclus, comme Kropotkine ont rencontré certains de ces peuples, Amérindiens ou Sibériens et ont loué leur ingéniosité technique et leur richesse culturelle.

L'anarchisme est né dans la culture occidentale. Il a cru aussi au progrès inéluctable et bénéfique, devant amener pour tous et pour chacun une vie meilleure et mieux remplie, rendant inutiles les structures oppressives de l'État et du capitalisme. Cela ne se ferait pas sans lutte avec tous ceux qui ne voyaient dans ce progrès que des possibilités d'enrichissement, mais la vérité et la justice l'empor-

teraient inévitablement, puisque portées par le plus grand nombre. Comment imaginer que le pouvoir de séduction de l'acquisition de biens pervertirait à ce point le besoin de reconnaissance qui nous est commun ? Par ailleurs, les anarchistes considéraient que les valeurs sur lesquelles ils s'appuyaient étaient virtuellement universelles, ce qui est sans doute vrai. Mais ils pouvaient, de ce fait, ne pas tenir compte des diverses formes possibles de ces valeurs. Il était sans doute difficilement compréhensible que la valeur « progrès » soit totalement ignorée de ces peuples. Ignoré aussi le concept de travail. En fait ces peuples n'avaient pas à lutter contre *leur* capitalisme, inexistant ; celui qui les agressait en les mettant en esclavage venait de chez nous, de Chine (ou des pays musulmans, qui sont nos plus proches cousins).

Aujourd'hui, il est donc utile de remettre en question ce concept de progrès ou peut-être sa perversion : progrès lié indissolublement au capitalisme qui se justifiait jadis par la nécessité de l'argent pour produire plus de bien utiles et qui aujourd'hui ne peut cacher qu'il s'agit de produire plus de biens, généralement inutiles et accessoirement nuisibles pour acquérir le plus de richesses pour une minorité invisible.

LAISSONS LE PESSIMISME POUR DES JOURS MEILLEURS!⁶

Parce que, après tout, cette réalité n'est peut-être pas toute la réalité, ou simplement l'une de ses faces.

D'abord, il nous faudrait peut-être regarder autour de nous. Regarder les gens normaux, c'est-à-dire ceux que nous côtoyons dans nos rues ou dans notre quartier, et non ces figures mythiques que nous apercevons parfois seulement à la télévision. Par exemple, dans la rue, lorsqu'on se bouscule involontairement, on se sourit, on en rit parfois ensemble. D'autres fois, on est plus hargneux, parce qu'on part à un travail ou à une école qu'on n'aime pas, ou qu'on n'a pas de travail, ou qu'on a passé une mauvaise journée. Les soucis financiers aussi jouent un grand rôle pour beaucoup d'entre nous. Des mots peu aimables s'échangent, rarement des coups. Quand un voisin est en difficulté, en général on l'aide, s'il ose en parler. En fait, nous vivons comme les « sauvages ».

Et si nous allions voir de leur côté...

Nous n'avons que rarement la possibilité d'aller vivre avec les Amérindiens du Pérou ou parmi d'autres peuples qu'on appelait

autrefois *primitifs*. Du moins pouvons-nous écouter ce qu'en disent les ethnologues...

Pour ce faire je me référerai librement aux cours du Collège de France de Philippe Descola *Les usages de la terre. Cosmopolitique de la territorialité*⁷.

Descola distingue les collectifs modernes, naturalistes, qui prennent la forme de sociétés, et qui sont ceux qui régissent l'Occident, pris au sens large, des collectifs pré-modernes, animistes (au passage, je me souviens que Bakounine affirme que l'animisme est moins nuisible aux hommes que le déisme, parce qu'il est plus proche du réel).

Pour les modernes, il y a discontinuité entre les humains et les non humains, quelle que soit la nature de ceux-ci. Les humains, distingués par le fait qu'ils font tout ce que les animaux ne peuvent pas faire, ne peuvent s'associer qu'entre eux, sous la forme de sociétés et par exemple d'États, et sont étrangers à tout ce qui est non humain, non vivant et donc librement utilisable. Pour les animistes, tous les existants ont une vie sociale ; il n'y a pas de sens à considérer l'humanité comme étant à part ; les attributs culturels sont de même nature que les attributs naturels.

Ainsi, l'animisme est libéral dans l'attribution de la sociabilité, alors que le naturalisme réserve celle-ci aux humains dans ce qui les définit comme non naturels, mais seulement culturels.

Il s'ensuit un rapport au sol fondamentalement différent, puisque pour l'animisme les sites, les trajets, les animaux, la végétation, font partie d'un collectif avec lequel les échanges sont fondamentaux : entre le guépard que l'on chasse, mais qui vous chasse aussi, la rencontre est toujours marquée par un échange de regards et une compréhension due au fait que nous avons besoin d'eux au même titre qu'ils ont besoin de nous. Il en va de même avec la végétation. Dans cette vision, il ne peut donc y avoir d'appropriation du sol, ni donc de propriété. De ce collectif font aussi partie les ancêtres et les mythes qui les accompagnent. J'ajoute qu'il ne peut non plus y avoir de travail au sens naturaliste, puisque celui-ci n'est pas distinct de toutes les activités, qu'il est réparti entre tous selon les besoins du moment. Descola fait remonter l'élaboration du naturalisme moderne aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ce qui correspond d'abord à la naissance de l'État moderne en France par exemple et à l'émergence de ce qui deviendra le capitalisme, puis à un aspect de la philosophie des Lumières, avec notamment Smith.

6. Titre du n° 53 de la revue *Informations et Réflexions Libertaires*, janvier 1984.

7. À regarder à l'adresse <https://www.college-de-france.fr/site/philippe-descola/course-2015-2016.htm>

Bien sûr, cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu auparavant d'exploitation et David Graeber a sans doute raison de faire remonter l'exploitation « à l'euro-péenne » à l'Empire romain. Au temps des rois et des princes, l'histoire retient les luttes de pouvoir entre les puissants, dont les serfs et les pauvres en général subissaient les conséquences. Mais les frontières varient selon les caprices des puissants et n'ont donc rien à voir avec l'idée moderne d'État ; les paysans sont victimes de ce système, mais il n'est pas nécessaire qu'ils y adhèrent. Entre les guerres et la misère qu'elles entraînaient, on peut supposer, qu'alors, ils pouvaient vivre selon des collectifs animistes évoqués plus haut.

Les collectifs peuvent être sédentaires ou nomades ou les deux à la fois et sont amenés à se rencontrer, à échanger ce qui se fait parfois à travers des conflits, mais le plus souvent par des dons réciproques par lesquels les conflits eux-mêmes se résolvent. Personne n'a véritablement une place de commandement, lequel revient aux génies, notamment celui des ancêtres. Si quelqu'un a un ego un peu gênant, on lui confie un titre de chef, purement honorifique, qui l'oblige à faire des dons à tout le monde. Les seuls rôles distincts sont ceux de chaman et, lorsque la nécessité l'exige, de chef de guerre et cette place disparaît lorsqu'il n'y a pas de guerre.

Les lieux de vie n'ont donc rien à voir avec l'appropriation et les limites des territoires. Peut-être quelque chose qui rappelle le « surrégionalisme » évoqué par Max Cafard, alias John Clark⁸. Les lieux n'appartiennent à personne ; ils sont liés à la vie des uns et des autres qui est multiple et mouvante et, de la sorte, ils permettent rencontres et échanges entre différents collectifs.

QUELQUES PISTES

Les peuples non modernes, tels que les définit Descola, utilisent aussi des techniques modernes, par exemple Internet qui leur permet de prendre des contacts avec d'autres collectifs, notamment occidentaux. Ils se heurtent, et de façon encore plus cruciale que nous, aux mêmes ennemis que nous : la recherche du profit à tout prix. Si les exploités sont, en apparence différents, les exploités sont bien les mêmes.

Si l'on revient « chez nous », dans le domaine du travail et de la lutte des classes qui est ici une réalité, il faudrait privilégier les syndicats d'entreprise, qui regroupent tous les travailleurs d'une

même entreprise, quelle que soit leur fonction et leur place hiérarchique, face aux syndicats de métiers qui regroupent par exemple dans des collèges différents les cadres et les ouvriers ou employés. Et redire que même si ce n'est pas dans leurs attributions officielles, les syndicats ont aussi pour rôle de défendre les chômeurs et les intérimaires, de même que tous les exploités, y compris donc les migrants. Gardons en tête que « les collectivités révolutionnaires impliquent toujours une alliance tacite entre les moins aliénés et les plus opprimés⁹ », que cette société n'est ni amendable, ni améliorable et qu'il est du rôle des syndicats et des organisations révolutionnaires de favoriser les situations qui préfigurent autre monde.

Nous pouvons aussi, de notre côté, réfléchir à cette notion de collectifs. Je ferai l'hypothèse qu'en deçà des sociétés modernes, ces collectifs existent aussi chez nous, ouvertement, ou d'une façon souterraine. Certes, il est devenu rare que nous puissions y insérer les non humains, sauf dans les quelques campagnes qui subsistent ; et sauf aussi là où des camarades créent des ZAD et les font vivre, avec les paysans du lieu afin de maintenir une nature « vivante ». Quelquefois ils sont vaincus, voire tués. Des lieux de la sorte existent aussi sans affrontement direct dans certains villages dont les habitants forment un réel collectif. Quelquefois aussi, devant la violence de la répression, ça disparaît à un endroit pour se reformer ailleurs ; des Zones Autonomes Temporaires en somme, comme les nommait Hakim Bey¹⁰.

C'est sans doute plus difficile dans les zones urbaines ; il est rare que nous y rencontrions des animaux « sauvages », et la végétation y est réduite à l'agrément, c'est-à-dire domestiquée¹¹. Mais les murs de nos cités, même dans les grands ensembles de banlieue, constituent, en somme, un paysage. Et puis nous avons aussi nos « génies », un ensemble d'aspirations et de légendes du passé qui nous unissent. Lorsque le pouvoir parle de zones de « non droit », ils évoquent en réalité le fait que ces territoires sont des lieux mouvants de collectifs d'habitants, avec leur paysage (même fait de tours inhumaines, mais aussi, parfois, d'une vue lointaine sur des montagnes), avec leurs « génies », et j'évoque ici les « mafias » qui, certes sont une réalité qui d'ailleurs n'est qu'une caricature de la société « civilisée » permettant la survie de beaucoup, mais aussi des « génies » lointains dont les « exploits » sont parfois évoqués hors de toute réalité.

8. Max Cafard, « Manifeste surré(gion)aliste », *Réfractations*, n° 21, automne 2008, p. 31-40.

9. David Graeber, *op. cit.*, p. 121

10. Hakim Bey, *TAZ : Zone d'autonomie temporaire*, Éditions de l'Éclat, Paris, 1998.

11. Voir cependant l'expérience des jardins solidaires : Olivier Pinalie, *Chronique d'un jardin solidaire*, Éditions CNT-RP, Paris, 2016

Dans ces collectifs, les gens vivent. Sur le plateau des Minguettes, quartier « difficile » de Vénissieux, au cours d'un rassemblement contre les violences policières, je me suis trouvé par hasard près d'un groupe de gamins de diverses « origines », 12 à 16 ans maximum ; ils avaient visiblement envie d'autre chose, par exemple d'attaquer le commissariat local, mais tous n'étaient pas d'accord : on y va ou pas, on prévient qui, on passe par où ? Une discussion animée, mais sans agressivité, un peu comme parmi les anarchistes, quand ça se passe bien.

Car nous avons aussi nos collectifs : collectifs anarchistes, pas toujours d'accord, avec des échanges (je répète, quand tout se passe bien), avec nos génies (la révolution d'Espagne, par exemple). Mais nous avons aussi d'autres collectifs, pas forcément institutionnalisés, ni fixes et qui ne recouvrent pas forcément les institutions. Dans mon quartier il est possible que je rencontre des adeptes de Le Pen, voire des flics (sans uniforme) et que nous puissions échanger chaleureusement sur d'autres sujets.

Ouvriers en grève, ou occupant les locaux, qui échangent entre eux comme ils ne l'ont jamais fait jusque-là, habitants des quartiers en lutte contre la spéculation immobilière, gamins des banlieues élaborant des plans pour s'opposer aux flics, nous sommes les mêmes, et les mêmes que les Amérindiens.

En refusant les pièges de la compétitivité, en refusant de considérer tout autre comme un rival, mais en acceptant tout ce qu'il peut nous apporter, nous changerons sans doute notre regard sur le monde ce qui peut, peut-être, le changer.

Alain Thévenet

Fait divers, luttons de classe, ressources humaines

Pierre Sommermeyer

TOUT ÉCRIT SUR LE TRAVAIL OU TOURNANT AUTOUR DE CETTE QUESTION devrait commencer par cette question : pourquoi ? Plus que les guerres, plus que la nécessité quotidienne de se nourrir ou de faire face aux aléas climatiques, plus que l'écoulement de la vie, de la naissance vers la mort, la soumission à autrui aux seules fins de survivre est insupportable. C'est bien ce que montrent les chiffres publiés ici ou là. Les statistiques liées au aléas du travail sont pléthores. Celles qui font le compte des accidents du travail, des morts, des suicides, des malades, des infirmes et de bien d'autre encore. Elles n'ont pas d'autre utilité que de fournir des chiffres de rentabilité aux arnaques financières que sont les entreprises d'assurances, qu'elles soient sur la vie ou dites sociales. Les prolétaires, ouvriers ou employés n'ont pas besoin de ces statistiques. Ils savent dans leur chair que leurs proches, leurs collègues sont malades, infirmes ou morts du fait des conditions d'exercice de leur travail. Ils savent que ces statistiques servent avant tout à calculer leur espérance de vie afin d'optimiser les versements de retraite qui leur sont dus. En 1968, les étudiants de Nanterre voyaient dans les sociologues les chiens de garde du capitalisme. L'utilisation faite aujourd'hui de ces données montre qu'ils ne se trompaient pas tant